

Le Front de gauche ou le succès mis sous tension

PAR STÉPHANE ALLIÈS
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 7 AVRIL 2012

Le plébéien s'offre les joies du Capitole. Ce jeudi à Toulouse, Jean-Luc Mélenchon a encore fait place comble, réunissant malgré un temps menaçant puis une fine pluie, plus de 50.000 personnes, de tous âges, autour de l'Hôtel de ville, place du Capitole. Le héraut du Front de gauche est apparu plus à l'aise que lors de ses précédentes sorties en plein air (Place Stalingrad et Fête de l'Huma en juin et septembre 2011, Place de la Bastille, le 18 mars dernier).

Si son discours demeure assez général et solennel, comparé à ses interventions dans les meetings traditionnels, deux à trois fois plus longues, il est parvenu à se départir de l'émotion qui semble le saisir à chacune de ces fois où il estime se mettre dans les pas du « *grand Jaurès* », avec qui il assume « *renouer le fil qu'il a tissé dans cette région* ». « *Ça peut paraître grandiloquent, voire empesé*, convient un membre de son équipe, *mais il a du mal à fendre l'armure devant tant de monde. Ce soir, il y est davantage parvenu* ». Un autre de ses proches admet que « *l'enjeu des deux dernières semaines est de ne pas se laisser tétaniser par la peur de gagner* ».

De fait, de mémoire de militant local, autant de monde réuni dans la ville rose a des airs de jamais vu. « *En 1981, Marchais avait fait 25.000 et Mitterrand 30.000 ; en 1988, Mitterrand avait fait 40.000*, dit ébahi Frédéric Borrás, ancien dirigeant de la LCR et du NPA, en train de se convertir au Front de gauche. *C'est colossal !* » Et le poids de la responsabilité aurait de quoi déstabiliser un Mélenchon ayant consacré sa vie politique à la recherche du « *socialisme historique* » perdu.

Face à un public toujours plus nombreux, on ne peut l'accuser de faire dans la facilité, quitte à en décevoir certains, venus pour se laisser emporter par la colère du tribun du peuple. En une petite demi-heure, il a repris sa conception de la VI^e République là où il l'avait laissée à la Bastille (**lire notre reportage**). Après

avoir disserté sur le socle égalitaire de la République nouvelle à Paris, il a développé à Toulouse sa vision de la souveraineté populaire et de l'universalisme. Et a en fonction appelé à la création de nouveaux droits : de réquisition et de préemption d'usine en cas de licenciements ou de délocalisation, ou de veto pour les salariés dans les conseils d'administration d'entreprise.

Dans un autre développement, Mélenchon a également appelé à s'extraire de « *l'impérialisme des Etats-Unis d'Amérique* », c'est-à-dire à quitter l'Otan et à se tourner vers une « *diplomatie altermondialiste* ». Pour lui, l'universalisme, cet « *autre nom de la liberté* », devrait encourager la France à promouvoir droit à l'avortement et lutte contre la peine de mort partout dans le monde, « *en Chine comme aux Etats-Unis* ». Le public a applaudi, sans être totalement fervent, et a interrompu le discours pour entonner un désormais traditionnel « *Résistance ! Résistance !* »

« *Contrairement à ce que certains pensent, comme par exemple Noël Mamère, nous ne sommes pas une foire aux bestiaux, mais une foule conscientisée* », se gausse Eric Coquerel, lieutenant de Mélenchon qui n'a toujours pas digéré **les récents propos du député écologiste** et d'autres soutiens d'Eva Joly. « *Nous ne sommes pas un club de fans de Jean-Luc*, soupire le secrétaire national du PCF Pierre Laurent. *Nous sommes les premiers à regretter que la V^e République personnalise à l'extrême, mais le culte de la personnalité est incompatible avec les valeurs du Front de gauche* ». Si Mélenchon prend toujours garde à ce que l'on ne crie pas son nom dans les meetings, son ascension dans les intentions de vote a indéniablement une incidence sur la marche de sa campagne.

« Ils peuvent en finir avec moi »

« *Il est humain, et il a un rythme d'extra-terrestre. C'est un peu normal que la fatigue lui pèse et qu'on y fasse gaffe*. » Ainsi que certains le commentent dans son entourage, Mélenchon n'est pas loin d'être sur les rotules. Alors, le candidat est préservé, quitte à se fâcher avec une partie de la presse qu'il a « *blacklistée* » jugeant ses articles trop « *filleux* », et son staff doit

composer avec des sautes d'humeur et de susceptibilité de plus en plus incontrôlables, à mesure que les longues journées de campagne s'accumulent. Il n'y a désormais pas un meeting où il ne s'interrompt pas pour rectifier le spectateur osant braver l'écoute studieuse : « *On se tait, c'est moi qui parle !* », intime à chaque fois sèchement Mélenchon, ne souhaitant pas être perturbé dans le déroulé d'un exposé qu'il continue à déclamer sans notes.

Sur les nerfs, son équipe de campagne l'est aussi. Lors de l'alerte à la bombe venue marquer l'immédiat après-meeting à Toulouse, certains parmi ses proches n'hésitaient pas à l'imaginer en Jaurès assassiné. Lui même a lancé à la tribune du meeting de Limoges, mercredi, cette étrange phrase : « *Ils peuvent en finir avec moi, ils n'en finiront jamais avec vous.* » Sous pression, le candidat ne flanche pas, mais évite autant que possible les photographes (parfois rudoyés par le service d'ordre) comme les entretiens. La présence de paparazzi planquant près de son domicile le révolte au plus haut point, les gardes du corps (plus nombreux qu'auparavant) sont sur les dents. Son entourage prend soin de lui, contrôlant à l'excès sa parole, là où l'accès franc et direct avec la presse était jusqu'ici la règle.



Plus étonnant, le premier cercle entourant Mélenchon semble fonctionner en vase clos, la communication avec les communistes et autres forces du Front de gauche « *pourrait bien mieux fonctionner* », admet un cadre communiste. Mais cette situation ne nuit pas à l'opérationnalité de la campagne, chacun faisant campagne dans son coin et mobilisant ses réseaux, tout le monde se retrouvant – nationalement et localement – à l'occasion de conseils politiques, de meetings ou d'assemblées citoyennes. Pour François Delapierre, « *il faut conserver l'esprit d'initiative, un peu commando, qui fait notre force* ». Jean-

Luc Mélenchon lui-même, à la tribune du Zénith de Limoges, mercredi, s'est ainsi exclamé devant 9.000 personnes : « *Nous sommes un parti sans mur, créez des rassemblements partout, n'attendez pas les consignes, c'est ce grand réseau constitué des sociétés populaires qui (a) provoqué la révolution de 1789 et la Commune de Paris.* »

Mélenchon est aujourd'hui confronté aux affres du présidentielisme et de la personnalisation, comme avant lui Olivier Besancenot. « *Il y a une logique de système, qui fait que désormais on a beaucoup plus de photographes et de caméras*, admetait son directeur de campagne François Delapierre, lors d'un point presse mardi dernier. *Dans cette tornade, le contact avec les gens est plus difficile. On connaissait le problème de cette élection, où la personnalisation entraîne une pression physique empêchant les discussions normales. Dès le début, on a dit qu'on ne voulait pas une campagne d'adoration, et il faut lutter sans cesse contre ce risque.* »

Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, minimise les micro-tensions qui peuvent agiter la fin de campagne, rappelant que celle du Front de gauche a été « *la plus active* », et qu'elle a « *démarré depuis des mois et des mois, bien avant celle des autres. Il nous faut arriver à tenir jusqu'au bout. Il y a de la fatigue, mais s'il y a bien une campagne qui n'est pas au bord de la crise de nerfs, c'est bien la nôtre !* » Et d'ajouter, sourire en coin : « *Même si on a travaillé pour ça, on a été un peu surpris par l'ampleur que ça a pris. Alors, on mesure le poids des responsabilités* ».

« Heureusement qu'il y a eu Keynes en 1929 »



Cette semaine, Mélenchon a donné un dernier coup de collier, enchaînant des déplacements à Grigny (**lire notre reportage**), Vierzon, Limoges et Toulouse. Rompant avec sa «*légendaire prudence financière*», son équipe de campagne a décidé de réemprunter pour porter le budget de 2,5 à 3,5 millions, afin de ne pas manquer de moyens dans la dernière ligne droite, notamment pour réussir ses deux dernières «*démonstrations de force*», sur les plages du Prado à Marseille, le 14 avril, puis porte de Versailles le 19 avril. D'ici là, il se consacrera uniquement à ses passages télé et radio, où il entend marteler le message exprimé à Limoges : «*Dans trois mois, les agences de notation et les marchés vont s'en prendre à la France. Alors, votre vote, ce n'est pas seulement pour ou contre Sarkozy, mais pour ou contre l'austérité. Et si c'est contre, c'est moi !*»

A ceux qui interrogent la pertinence économique du programme du Front de gauche, reprochant notamment l'absence de chiffrage précis, ou l'évaluant à plus de 200 milliards d'euros, Mélenchon n'entend pas s'en laisser compter, et clame à Toulouse : «*J'en fais l'aveu, Monsieur Sarkozy, notre programme n'est pas réaliste d'après vos normes comptables, mais il l'est d'après la nôtre, qui s'appelle le droit de vivre !*» Pour Pierre Laurent, «*nous n'avons de leçons de réalisme à recevoir de personne, et surtout pas de Nicolas Sarkozy et des dirigeants européens actuels*». D'après le patron des communistes, «*les "coups de pouce" ne suffisent plus, et nous n'avons jamais caché qu'il faudrait beaucoup d'argent pour inverser la logique actuelle. Ce qui se joue, à l'heure où le PS renonce aux objectifs de la gauche, c'est de remettre des valeurs essentielles au cœur de ces objectifs*».

Hors de question donc de se livrer à un concours de chiffres, comme l'explique Eric Coquerel. «*Nous sommes sur une autre logique, et notre force face aux critiques, c'est qu'elles viennent de ceux qui ont échoué*, explique le conseiller spécial de Mélenchon. *Oui, il y a un risque d'être économiquement à front renversé. Mais le risque est moindre que de continuer à appliquer les logiques austéritaires actuelles. Heureusement qu'il y a eu Keynes lors de la crise de 1929. Lui aussi était à front renversé*».

À Limoges, Mélenchon a livré l'un de ses discours les plus aboutis, évoquant avec émotion l'importance de moyens accordés à la petite enfance ou magnifiant l'enseignement professionnel, comme à ses plus belles heures de ministre de Lionel Jospin. En s'appuyant sur les critiques croissantes qui s'abattent sur lui, de la part de l'UMP ou de Laurence Parisot. Moins «*cogneur*» vis-à-vis des socialistes, il a assumé plus que jamais l'héritage de 1789, quand la patronne du Medef l'accuse d'être un descendant de la Terreur. «*Oui, je suis un révolutionnaire, et elle est une contre-révolutionnaire !* » Et de filer la métaphore avec gourmandise : «*Au début, ces critiques m'énervaient, mais en fin de compte, je me réjouis de voir que les adversaires ne comprennent rien, car il est très important qu'ils soient pris par surprise. En relisant un livre d'histoire de la révolution, à chaque page on pourrait expliquer à Louis XVI comment s'en sortir, dit celui qui prit pour pseudonyme trotskyste le nom du garde, Santerre, ayant mené le dernier roi de France à l'échafaud. Mais les élites sont prisonnières des vieux schémas quand leur monde se termine.* »

L'objectif: finir devant Le Pen

À mesure que le premier tour se rapproche, les espoirs un peu fous laissent place à la réalité d'objectifs déjà inespérés, ne serait-ce qu'il y trois mois. Il y a ceux qui préviennent contre toute illusion d'une présence au second tour, pourtant réaffirmée par d'autres («*Je suis persuadé qu'il y a une majorité antilibérale dans ce pays* », dit ainsi Eric Coquerel). Pour François Delapierre, comme pour plusieurs communistes interrogés, le plus primordial serait de battre Marine Le Pen dans les urnes. «*Ce serait*

un tremblement de terre politique, quelque soit le pourcentage, explique le fidèle de Mélenchon. Le FN a une place idéologique centrale aujourd'hui. Si cela s'inverse, on est dans un autre rapport de forces et dans un autre climat. Une partie de la droite dira qu'il faut avoir une autre ligne que celle de Nicolas Sarkozy ».

Les coups ne cessent de pleuvoir contre Marine Le Pen et les siens, carrément traités de « *poivrots* » à Limoges, par un Mélenchon affichant une sincère envie d'en découdre, après les récentes agressions de militants par des cadres frontistes (lire [ici](#) et [ici](#)). Pour battre « *La Le Pen* », comme elle est souvent appelée dans les rangs mélenchonniens, on entend mobiliser chez les abstentionnistes. « *On est arrivé à mobiliser un électorat populaire politisé qui allait s'abstenir*, analyse Coquerel. *Désormais, on encourage nos troupes à mettre le paquet dans les quartiers populaires et les banlieues* », où la cote de Mélenchon ne serait plus si mauvaise, après son attitude lors de la tuerie de Toulouse et ses odes récurrentes à « *l'héroïsme de l'immigration* ».



Quant à l'attitude à adopter dans l'entre-deux tours, à en croire les proches de Mélenchon, ils ne l'ont pas encore évoqué collectivement. « *On en parle entre nous, mais on n'a pas encore eu de réunions spécifiques* », dit Coquerel. Le défilé du 1^{er} mai est d'ores et déjà annoncé comme « *un moment fort* », tandis qu'un meeting pourrait être organisé pour appeler à battre Sarkozy, mais « *à part* », et non aux côtés d'un François Hollande qui n'a décidément guère les faveurs du Front de gauche. « *Ce sera à lui de dire comment il compte s'adresser à notre électorat*, indique Delapierre. *Mais ce n'est pas nous qui allons lui mettre la pression, c'est la mobilisation des gens qui va bousculer les plans tout prêts des socialistes.* » Pierre Laurent, lui, estime « *irréaliste de dire que l'on ne veut pas discuter de notre programme. Ce*

serait nier que nous sommes en train de déplacer le centre de gravité de la gauche ». Aux yeux du communiste, « *notre dynamique dérange le scénario idéal de certains socialistes, alors il faut sans doute leur laisser le temps que ça mûrisse dans leurs têtes* ».

Dans ses meetings, Mélenchon aime se faire stratège. À Limoges, il s'est permis d'endosser le costume du donneur de leçons de gauche, afin de donner un cours de rassemblement à François Hollande : « *Soit l'on passe en force, ce qui n'a jamais marché en France, soit on discute des meilleurs moyens de trouver un compromis programmatique. Quand j'ai proposé il y a neuf mois de débattre de nos projets avec les socialistes, on m'a dit que ça ne servait à rien, à part alimenter les divisions. Aujourd'hui, nous avons les divisions et nous n'avons pas le débat.* » Un conseiller de Mélenchon confie que « *Jean-Luc va tenter de dérouler cet argumentaire jusqu'au premier tour. S'il n'est pas facile à articuler, il montre bien que la meilleure capacité de rassemblement, la plus claire, elle est chez nous et pas chez eux* ».

Pour Eric Coquerel, il ne s'agit pas de se remettre à cogner sur les socialistes. « *Avec le PS, on s'est tout dit depuis un moment. Ils ne veulent pas parler de notre programme, alors qu'on l'a mis sur la table depuis septembre dernier. On ne réagit que quand ils nous cherchent.* » Comme quand Gérard Collomb se laisse encore emporter par son obsession cambodgienne, comparant le programme du Front de gauche à celui de **Pol-Pot** (après avoir, lors de l'accord PS/EELV, **traité les écologistes de « khmers verts »**).

Les législatives en ligne de mire

Pour autant, les ponts ne sont pas totalement rompus entre Mélenchon et ses anciens camarades socialistes. En ligne de mire, les élections législatives, qui seront un véritable test de confirmation pour le Front de gauche. Outre la vingtaine de députés sortant, tous communistes à l'exception de Martine Billard et Marc Dolez (adhérents au PG), un accord reste possible avec le PS dans 90 circonscriptions, celles menacées par un deuxième tour UMP/FN, **ainsi que l'a proposé le Parti de gauche** il y a plus d'un mois. Les socialistes

ne semblent pas hostiles à une éventuelle négociation. Mais la tendance sera davantage à la confrontation au premier tour.

« *Le vote pour nous va s'amplifier, pronostique Coquerel, car le vote Hollande, par défaut et résigné, sera terminé, il n'y aura plus de danger Sarkozy.* » Pour un cadre communiste, « *si on fait 15 % à la présidentielle, ça veut dire qu'on fera des 20 % dans certains endroits. On peut espérer passer devant le PS plus souvent que prévu...* » En revanche, il y a peu à parier que de la place sera faite aux possibles nouveaux arrivants, parmi lesquels plusieurs dirigeants du NPA.

À Toulouse, Myriam Martin, qui faillit être candidate à la présidentielle pour le nouveau parti anticapitaliste, avant que la crise interne n'éclate au point de devenir irréversible (**lire notre enquête**), a pris la parole devant le Capitole. Peu avant, elle nous confiait qu'avec le courant de la « Gauche anticapitaliste » (ancienne majorité du NPA), ils voulaient « *rejoindre le Front de gauche avec nos idées, nos convictions et aussi nos divergences : ce qui se passe est historique, et il y a aujourd'hui une fenêtre d'opportunité qu'il nous faut saisir. On a trop perdu de temps depuis 2005...* » Pour elle, il ne s'agit pas d'un « *choix par déception* » mais d'un « *choix politique* » : « *C'est ici qu'il se passe quelque chose, c'est ici que les salariés et les syndicalistes se retrouvent, pour organiser un front social et politique face à l'austérité. On ne peut pas vivre en autarcie*

et dans la division, sinon on reproduit la situation grecque, où la vraie gauche est divisée alors qu'elle pourrait devenir majoritaire. »

À ses côtés, Marie-Pierre Vieu ne cache pas son « *émotion* ». La présidente du groupe du Front de gauche dans la région Midi-Pyrénées, ancienne dirigeante de l'Unef, se réjouit de « *la charge symbolique qu'il y a à se retrouver avec ceux qui menaient les grèves de 1986* ». L'un de ses acolytes de l'époque, ancien dirigeant de la LCR et du NPA, Frédéric Borrás, approuve et, dans un geste symbolique, rejoint "l'espace invité" occupant un coin de la place du Capitole. « *Ça y est, on est du même côté de la barricade* », dit-il en passant de l'autre côté de la barrière.

À la tribune, Jean-Luc Mélenchon leur adressera des clins-d'œil rhétoriques (reprenant textuellement des formules chocs utilisées par Olivier Besancenot dans le passé, comme « *Nous ne paierons pas leur crise* », ou « *On veut vivre et non survivre* »), éprouvant sa capacité à parler le "langage commun" de cette autre gauche qu'il théorise depuis une dizaine d'années, alors qu'il se morfondait au PS. De son côté, la communiste Marie-Pierre Vieu s'emballa : « *On revient de tellement loin qu'on a désormais intégré le sens de l'ouverture nécessaire à notre ambition retrouvée. À la fin des années 1970, Jospin disait que le PS voulait contester l'hégémonie du PCF sur la gauche. Aujourd'hui, c'est nous qui contestons l'hégémonie du PS.* »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 1 538 587,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.